

Convention collective

**IDCC : 8212. – SCIERIES AGRICOLES ET ACTIVITÉS CONNEXES
(Champagne-Ardenne)
(9 mars 1992)**

(Etendue par arrêté du 23 décembre 1992,
Journal officiel du 6 janvier 1993)

AVENANT N° 26 DU 25 OCTOBRE 2012

NOR : AGRS1397098M
IDCC : 8212

Entre :

Le groupement intersyndical bois Champagne-Ardenne (GIBCA),

D'une part, et

La FGTA CGT-FO ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 8 « Participation aux commissions mixtes » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les salariés en activité d'entreprises relevant du champ d'application de la présente convention bénéficient de l'autorisation de s'absenter de leur travail pour participer à la réunion d'une commission mixte ou d'une commission paritaire, sur présentation à l'employeur d'une convocation écrite. Pour permettre aux employeurs concernés de prévoir l'organisation du travail, les parties signataires du présent accord souhaitent que les convocations parviennent à leurs destinataires au moins 15 jours à l'avance.

Les modalités relatives au maintien de la rémunération pendant le temps nécessité par la tenue de la commission ainsi que sur les modalités d'indemnisation des frais de déplacement sont définies par les dispositions de l'accord national du 21 janvier 1992 relatif au financement de la négociation collective en agriculture, sous réserve qu'il soit employé dans une entreprise comprise dans le champ d'application de la présente convention. »

Article 2

Les dispositions de l'article 43 « Indemnité de licenciement » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Hormis le cas du licenciement disciplinaire pour faute grave ou pour faute lourde, le salarié licencié alors qu'il compte au moins 1 année d'ancienneté ininterrompue dans l'entreprise a droit à une indemnité de licenciement fixée par année de service dans l'entreprise.

Cette indemnité de licenciement est égale à 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté, auquel s'ajoutent 2/15 de mois par année au-delà de 10 ans d'ancienneté.

Le salaire servant de base au calcul de l'indemnité de licenciement est égal à 1/12 de la rémunération brute des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié, à 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aura été versée au salarié pendant cette période ne sera prise en compte que dans la limite d'un montant calculé *pro rata temporis*. »

Article 3

Le présent avenant prend effet au 25 octobre 2012 et sera déposé à l'unité territoriale de la Marne de la DIRECCTE de Champagne-Ardenne.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 25 octobre 2012.

(Suivent les signatures.)